

# L'avenir du service public postal ne concerne pas que monsieur Sarkozy !

Le 18 décembre, le président de la république a confirmé que le rapport Ailleret n'était qu'un leurre pour essayer de masquer la question de fond : **à peine les travaux de cette commission finis, Sarkozy confirme le choix politique de la privatisation.**

Le contexte économique actuel oblige les **saboteurs de services publics** à différer une partie de leurs décisions : ils attendent que les marchés financiers se portent mieux, pour l'introduction en bourse de La Poste. **Mais d'ores et déjà, la modification du statut de La Poste est lancée. Ainsi, tout est prêt pour la privatisation complète !**

C'est d'ailleurs ce qui fut déjà fait pour France Télécom : changement de statut en 1996 ... et privatisation en 1997. En 2004, lors du changement de statut d'EDF/GDF, le ministre des finances s'engageait à ce que l'Etat reste propriétaire d'au moins 70% des deux entreprises. Foi de Sarkozy, c'était même écrit dans la loi ... c'est dire ! Un an plus tard, il n'en restait plus que 35%.

**L'Union syndicale Solidaire, avec la fédération SUD PTT dénonce les « arguments » de Sarkozy et ses acolytes :**

- **Non, la poste française n'est pas la plus endettée du monde.** Et combien même : cette dette, n'est que la conséquence des choix des gouvernements successifs qui ont refusé de financer convenablement le service public postal.
- **Oui, la poste a besoin d'être soutenue financièrement ;** mais cela n'impose nullement de la privatiser ! Il suffit que l'Etat rémunère convenablement les missions d'aménagement du territoire, de service universel courrier, d'accessibilité bancaire et d'aide à la presse : 1 milliard d'euros par an, on tombe juste sur la somme réclamée par La Poste !
- *« Quoiqu'il arrive La Poste sera en concurrence le 1er janvier 2011, ce sont les règles européennes, ce n'est pas moi qui les ai négociées, c'est ainsi »* a déclaré Sarkozy hier. Comme le rappelle le **Comité national contre la privatisation de La Poste pour un débat public et un référendum sur le service public postal**, c'est bien ce gouvernement qui a accepté et négocié l'accord politique qui aboutit à l'ouverture du « marché postal ». **Les directives européennes ne sont pas des fatalités, mais des choix politiques !**

**L'Union syndicale Solidaires**

- ➔ Appelle à **signer l'appel national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal**, notamment devant les bureaux de poste de tout le pays le samedi 10 janvier 2009.
- ➔ Soutient les initiatives des **syndicats et des postier-e-s en lutte contre la privatisation.**
- ➔ **Construit la grève et les manifestations interprofessionnelles du jeudi 29 janvier** : l'avenir des services publics, l'emploi, la lutte contre la précarité seront parmi les thèmes de mobilisation.

## Faisons connaître notre avis, défendons le service public postal !